Région PACA : le système AMAP, l'émergence d'un SYAL métropolitain

AMAP-PACA system: a metropolitan emerging SYAL

Paul Minvielle, Jean Noël Consales et Jacques Daligaux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2996>

DOI : 10.4000/economierurale.2996

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 21 mars 2011

Pagination : 50-63

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Paul Minvielle, Jean Noël Consales et Jacques Daligaux, « Région PACA : le système AMAP, l'émergence d'un SYAL métropolitain », *Économie rurale* [En ligne], 322 | mars-avril 2011, mis en ligne le 30 mars 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2996> ; DOI : 10.4000/economierurale.2996

Région PACA : le système AMAP

L'émergence d'un SYAL métropolitain

Paul MINVIELLE, Jean Noël CONSALES, Jacques DALIGAUX • Université de Provence, UMR Temps, Espaces, Langages, Europe Méridionale, Méditerranée (TELEMME)

Introduction

Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) constituent un objet d'analyse particulièrement stimulant. Nous émettons l'hypothèse initiale qu'elles sont à l'origine d'un système économique dans lequel l'ancrage territorial est l'élément fondamental. Ce système, que nous avons appelé AMAP-PACA, est en émergence au cœur de l'aire métropolitaine marseillaise. Il peut être défini comme un Système agroalimentaire localisé (SYAL)¹ (Muchnik, Sautier, 1998). L'analyse des spécificités territoriales d'un tel système s'appuie sur l'étude des hommes et de leurs institutions, sur les particularités des produits et des processus de qualification associés et enfin sur l'importance des consommateurs et de leurs cultures alimentaires. Le système AMAP-PACA présente une triple spécificité territoriale liée au rôle du cadre associatif urbain, à la question de la certification en agriculture biologique et aux représentations socioculturelles des nouveaux consommateurs.

L'émergence du SYAL métropolitain AMAP-PACA résulte d'un processus de contradiction majeur à l'origine de la systémogénèse (Auriac, 1983). Cette contradiction systémique est issue de l'incapacité des producteurs agricoles localisés dans

l'aire métropolitaine de Marseille de survivre au sein du système agricole dominant. Le déroulement chronologique est déterminant pour comprendre l'apparition puis l'induration du phénomène. Pour cette raison, notre analyse est avant tout diachronique avec l'identification de moments clés. L'émergence du SYAL AMAP-PACA, en 2001, à l'initiative d'une minorité innovante est le point de départ. La crise entre 2005 et 2007, interne au système, permet de saisir la capacité des acteurs à surmonter leurs contradictions. Ces contradictions internes prennent en partie leurs racines dans les représentations et les idéologies des producteurs et consommateurs membres des AMAP. La mise en place de nouveaux consensus entre 2007 et 2010 est à l'origine d'une nouvelle structuration systémique. La dynamique propre à l'espace urbain marseillais est le meilleur atout du SYAL, qui puise dans ses fondements territoriaux, sa capacité d'autoreproduction (Ascher, 1995).

Face à la pression foncière, les exploitations agricoles situées au sein des territoires urbains (Choay, 1994) sont condamnées, pour ne pas disparaître, à se ménager des solutions économiques d'avenir, en répondant aux sollicitations de plus en plus affirmées des consommateurs des villes. L'AMAP, forme particulière de circuits courts de distribution, est une réponse originale à ces nouvelles exigences de consommation. Grâce au développement précoce et massif du phénomène en Provence, la région apparaît comme un laboratoire d'étude privilégiée du phénomène. L'observation constante de cette dynamique, depuis ses balbutiements en 2001 jusqu'à

1. Les SYAL peuvent se définir comme des systèmes où se produisent des phénomènes localisés d'innovation survenant au sein de petites unités de production et/ou de transformation dans le domaine agricole et agroalimentaire marquées par des relations de coopération/concurrence.

ses configurations complexes actuelles, nous permet aujourd'hui, de faire un retour sur le processus de construction des AMAP, ainsi que sur les actes, les discours et les représentations qu'elles mobilisent. L'analyse sur le long terme nous conduit surtout à mettre en exergue un certain nombre de questions. Du point de vue des sciences sociales, et tout particulièrement de la géographie, les AMAP nous interrogent sur :

- la mise en place de nouvelles relations villes/campagnes fondées sur une certaine réappropriation des périphéries urbaines déstructurées par une forme d'agriculture dynamique, susceptible de mieux résister à la pression foncière et immobilière ;
 - le développement de systèmes agroalimentaires localisés pilotés par l'aval (les associations de consommateurs) avec des exigences nouvelles en termes de qualité des aliments, de respect de l'environnement et de relations à la nature ;
 - l'essor d'une forme d'agriculture rejetant le modèle prépondérant de filières intégrées, dominées par l'agro-industrie.
- Ce nouveau modèle se définit par sa capacité à assimiler les règles de l'économie de marché les plus avantageuses : avance sur recette, maximisation (ou réduction) des frais de transport, clientèle captive..., tout en tenant un discours antilibéral d'inspiration altermondialiste.

Pour bien comprendre l'attrait des AMAP auprès des consommateurs urbains, il est nécessaire d'en préciser les fondements. Les premiers « Amapiens », créateurs des premières associations attachent une importance très grande à leur propre histoire, à leur parcours d'agriculteur ou de maraîcher en rupture avec l'agriculture classique dite productiviste. Ils sont également grands producteurs de théories, de règlements, de chartes, de règles de fonctionnement, comme s'ils tenaient à s'affirmer comme un modèle alternatif crédible.

L'origine du système en 2001 Contradiction initiale majeure

Précisons dans un premier temps le protocole d'enquêtes. Il s'est appuyé sur des entretiens non directifs réalisés entre 2001 et 2009 sur un panel d'une vingtaine d'AMAP de la région marseillaise ; soit environ le quart des AMAP existantes. Le pays d'Aubagne, lieu de l'apparition de la première AMAP a été privilégié. Ces entretiens ont été effectués en trois étapes :

- entre 2001 et 2004 : auprès des premières AMAP mises en place dans le pays d'Aubagne dans le cadre de la thèse de Consales (2005) ;
- entre 2006 et 2007 : lors d'un stage de master auprès de l'association *Terres en Villes* (Alcaix, 2007) ;
- entre 2008 et 2009 : dans le cadre d'un stage de master au CETA, Centre d'études techniques d'Aubagne (Riberi, 2009).

Le système AMAP-PACA apparaît en 2001 par rejet du système agricole dominant. Au départ, il y a l'initiative d'un agriculteur pionnier qui est parvenu à fédérer les énergies autour d'un projet isolé. Retraçons pas à pas cette première expérience.

La première AMAP française est née à Aubagne près de Marseille, à l'initiative d'un agriculteur, Daniel Vuillon. Avant de nous intéresser en détail à son expérience, commençons par définir la notion d'AMAP et par expliciter le contexte de leur apparition à l'échelle mondiale. Les AMAP mettent directement en relation un agriculteur et un groupe de consommateurs, réunis au sein d'une association. Chaque adhérent devient partenaire de l'exploitation, en achetant au début de la saison une part de la récolte, qu'il reçoit par la suite, chaque semaine, sous la forme d'un panier de produit frais. Il détermine par avance avec l'agriculteur les types de fruits et légumes de saisons qu'il souhaite consommer, ainsi que le jour et le lieu de distribution de la marchandise. Très répandu au Japon (où la

formule existe depuis plus de quarante ans), au Canada et aux États-Unis (où 2 % de la population est nourrie grâce à ce système), ce principe tend à se développer, à l'échelle internationale, dans plus de vingt-cinq pays (Nickerson, 1997). En Europe méditerranéenne, c'est la France qui fait office de pionnière en la matière, et plus particulièrement la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Grâce à un entretien² réalisé le 19 décembre 2001 auprès de Daniel Vuillon, nous pouvons précisément identifier l'émergence du système. Le manque de compétitivité de l'exploitation agricole héritée de son père, a progressivement débouché sur une crise multiforme, combinant manque de débouchés, perte d'autonomie et pression foncière urbaine. Menacée d'expropriation, l'exploitation survit tant bien que mal en se spécialisant dans les variétés de tomates rares destinées à la restauration gastronomique. À la suite d'un voyage aux États-Unis, Daniel Vuillon crée le 10 mai 2001, l'association Alliance Provence, véritable base de lancement des AMAP en France. Parallèlement, il fonde sa propre AMAP, fédérant autour de son exploitation située à Ollioules, à côté de Toulon, cent-cinquante consommateurs installés dans le bassin de vie d'Aubagne.

Remarquons dès le départ qu'une AMAP est dédoublée du point de vue territorial, avec, d'une part le lieu d'implantation de l'exploitation, et d'autre part le siège de l'association regroupant les consommateurs. Dans le cas de la première AMAP créée en Provence, la relation de proximité entre le maraîcher et les consommateurs n'a pas reposé sur une simple relation centre-périphérie. Daniel Vuillon n'a pas choisi de distribuer des paniers à des Toulonnais intra-urbains, pourtant situés à quelques kilomètres de chez lui. Il est venu livrer sa production à Aubagne, localisée 47 kilomètres plus à

l'ouest. Aubagne était alors une municipalité dirigée par une équipe d'élus communistes, qui ont encouragé les initiatives innovantes dans le cadre de la Charte agricole du pays d'Aubagne. Paradoxalement de nombreux maraîchers sont installés de longue date sur le terroir d'Aubagne, réputé pour ses salades. Dans les années qui vont suivre, l'émergence du mouvement Alliance Provence s'appuiera sur ces producteurs dont douze fournissent aujourd'hui des AMAP. Aubagne deviendra ainsi un des pivots du SYAL du point de vue territorial.

Afin de favoriser la multiplication des AMAP à l'imitation de celle de Daniel Vuillon, les règles de fonctionnements d'une AMAP sont édictées dans une charte qui voit le jour en 2003 (Lamine, 2008). Le terme d'AMAP est alors déposé par Alliance Provence auprès de l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI). Un contrat de confiance est signé entre les adhérents et l'agriculteur. Précisons toutefois que ce contrat n'a qu'une portée réglementaire limitée. Les personnes qui souhaitent se nourrir de produits frais, de qualité et qui sont sensibles au devenir de l'agriculture locale, se réunissent au sein d'un groupe qualifié de « consomm'acteurs ». Lorsque le nombre de participants nécessaire au bon fonctionnement de la démarche est atteint, l'agriculteur prévoit une visite guidée de son exploitation, à l'issue de laquelle le groupe décide de s'engager ou non dans le partenariat. Si la réponse est positive, il constitue une association et élit un comité de direction qui établit avec l'agriculteur le calendrier de production, les modalités de rétributions et de livraisons. Quels que soient les choix établis, l'association s'engage à rétribuer intégralement l'exploitant en début de saison. Dès lors, la production est vendue avant même d'être produite. En retour, l'agriculteur s'engage à fournir chaque semaine, un panier de légumes et de fruits frais, que les membres de l'AMAP peuvent récupérer soit sur l'exploitation, soit dans un lieu commun prédéterminé. De ce fait,

2. Entretien réalisé par Consales (2005) dans le cadre de sa thèse.

producteurs et adhérents sont liés par un engagement mutuel qui génère autant d'attraits que de devoirs. Pour l'agriculteur les avantages sont nombreux. Il dispose d'une avance de trésorerie et il peut subvenir à toutes les dépenses engendrées par la campagne de plantation. Dans ce système très indépendant des règles classiques de l'économie de marché, l'exploitant écoule l'intégralité de sa production, évite les surplus et les méventes. Grâce à la livraison par l'intermédiaire des paniers, il n'a plus de frais d'emballage. N'ayant plus le souci de la vente, ses déplacements sont limités aux jours et aux heures de livraison. Il gagne du temps qu'il peut consacrer à la valorisation de sa production. Daniel Vuillon témoigne : *« Avec les AMAP, on revient aux fondements de la profession, à savoir la production agricole. Il n'y a plus que la qualité des fruits et des légumes qui compte. De plus, l'exploitant a plus de temps libre. Il peut prendre des vacances, ce qui n'est pas toujours envisageable dans l'agriculture. Sa recette étant assurée en début de saison, son calendrier est plus fixe. Il peut prévoir un remplacement longtemps à l'avance. »*

En contrepartie de cette stabilité économique, l'agriculteur doit assurer une grande diversité de cultures et de marchandises afin de proposer des paniers complets. Il s'engage à cultiver de manière saine, dans le respect de la nature et de l'environnement. L'emploi de produits chimiques de synthèse lui est en principe interdit, sans que le label Agriculture Biologique (AB) soit une obligation. La manière de produire est supposée plus exigeante que les normes qu'impose ce label. La volonté de transparence de l'agriculteur se traduit par l'ouverture permanente des exploitations participantes aux membres consommateurs de l'association. L'exploitant se doit de respecter son calendrier de livraisons. Chaque semaine, les adhérents reçoivent donc un panier de légumes et de fruits variés, dont le contenu est calculé pour convenir à la consommation de trois personnes. Le prix unitaire d'un

panier peut varier assez sensiblement d'une AMAP à l'autre : entre 15 à 20 euros en hiver, et 18 à 30 euros en été, ce qui correspond à une valeur de 20 % à 40 % inférieure à celle du marché de l'agriculture biologique certifiée. La formule semble particulièrement attrayante pour le consommateur, mais en cas de sous-production liée aux maladies, au climat ou aux catastrophes naturelles, l'adhérent ne peut nullement demander à être remboursé. En revanche, en cas de surproduction, l'agriculteur augmente le contenu des paniers, sans compensation financière. Qualité, transparence, convivialité et solidarité semblent donc être les atouts de ce système économique dont le succès grandissant repose aussi sur les représentations de ses adhérents.

De nombreuses AMAP sont créées à partir de 2003, en particulier à Marseille. Nous allons nous intéresser à l'exemple de l'AMAP de Bonneveine³, située dans le 8^e arrondissement de Marseille, dans un quartier résidentiel de classes moyennes supérieures. Cette AMAP illustre bien le mode de fonctionnement qui se met en place à cette période.

Le fondateur de l'AMAP de Bonneveine est Jérôme Laplane, autre figure incontournable du monde des AMAP. Il réside et cultive dans la zone périurbaine d'Aubagne à Roquevaire, à environ 30 kilomètres du centre de Marseille. Créée en 2003 avec dix-huit adhérents, son AMAP compte rapidement une centaine de membres. Les participants de l'AMAP de Bonneveine sont à plus de 70 % des femmes mariées, ayant au maximum deux enfants. Ils ont une moyenne d'âge d'environ 47 ans. Deux types d'adhérents se distinguent au sein de l'association. D'un côté, se dégagent les

3. L'enquête auprès de l'AMAP de Bonneveine a été réalisée par Consales, sous la forme d'entretiens non directifs, en avril 2005 dans le cadre de sa thèse. Il a rencontré 23 personnes correspondant à un échantillon d'environ le quart du total des membres de l'association.

initiateurs du projet qui restent guidés par une démarche militante, de l'autre, se présentent des membres plus modérés, aux discours plus citoyen que militant, dont la principale motivation est l'accès à une alimentation saine et respectueuse de l'environnement. Toute une série de remarques reviennent très régulièrement dans les entretiens : la fraîcheur des fruits et légumes, la proximité et la convivialité, l'importance du goût, supposé véritable, des produits issus des fermes partenaires.

Placé délibérément aux antipodes de la consommation de masse, leur mode d'approvisionnement est chargé de sens. À travers l'AMAP, c'est aussi une construction identitaire qui s'opère. Celle-ci est influencée par la recherche de valeurs perdues associées à l'image de la vie rurale traditionnelle. À ce titre, il est frappant de remarquer que 55 % des adhérents de l'association déclarent avoir passé les dix premières années de leur vie à la campagne. De ce fait, ils se définissent souvent comme d'anciens ruraux installés par nécessité à la ville. Ils ont tendance à idéaliser ce passé qu'ils associent souvent à « *une vie meilleure* ». Par ailleurs, 58 % des membres affirment que leurs parents cultivaient un jardin potager. Ceux-ci déplorent la disparition des goûts et des saveurs de leur enfance. Ainsi, la participation à l'AMAP se charge souvent d'une valeur symbolique, le panier se présentant alors comme le trait d'union entre un présent critiquable

et un passé magnifié. Le résultat de cette enquête nous montre donc assez clairement que les motivations et les représentations des membres d'une AMAP sont complexes et variées entre préoccupations environnementales et recherche d'une alimentation saine.

Après cinq premières années de développement continu, le système AMAP-PACA connaît une grave crise interne en 2005. Cette crise va durer jusqu'en 2007, date à laquelle de nouveaux consensus ont commencé à émerger au sein d'Alliance Provence, permettant au système de se stabiliser. Nous allons évoquer les différents aspects de cette crise mais auparavant, il nous faut définir le SYAL du point de vue territorial à la fin de l'année 2005.

2005-2007 Les contradictions internes compromettent le fonctionnement du SYAL

Cette assise géographique du système AMAP-PACA doit être explicitée plus précisément pour mieux saisir les mécanismes de renforcement de l'ancrage territorial (Muchnik, Sanz-Cañada, Torres Salcido, 2008).

Les rapports d'activité d'Alliance Provence insistent sur l'étonnante réussite économique et territoriale que constituent les paniers de légumes. En 2005, les 3 320 paniers distribués auraient généré un chiffre d'affaires supérieur à trois millions d'euros.

Tableau 1. Bilan des AMAP au 31 décembre 2005 en PACA

Département	Nombre d'AMAP	Nombre de maraîchers	Nombre de producteurs complémentaires	Nombre de producteurs toute filière	Nombre de paniers	Nombre de familles	Estimation nombre de consommateurs
Var	23	20	22	42	990	1 100	3 300
Bouches-du-Rhône	34	18	7	25	1 460	1 630	4 890
Alpes-Maritimes	8	7	16	23	270	340	1 020
Alpes Hte-Provence	4	2	3	5	170	190	570
Hautes-Alpes	4	4	10	14	170	190	570
Vaucluse	6	8	8	16	260	290	870
Total	79	59	66	125	3 320	3 740	11 220

Source : rapport d'activité 2005, Alliance Provence

Le nombre de consommateurs était estimé à plus de 11 000 personnes, soit près de 3 700 familles. Certes, il est bon de rappeler qu'il y avait 4,5 millions d'habitants en PACA au recensement de la population de 1999. Les consommateurs de paniers ne représentent donc que 0,2 % des consommateurs provençaux à cette date. Un bilan que l'on pourrait trouver dérisoire, si l'on ne précisait pas que la croissance de ce type d'association est particulièrement forte. En effet, le nombre d'AMAP en PACA est passé de 47 en 2004, à 79 en 2005 (tableau 1). Les listes d'attente se sont allongées dans de nombreuses AMAP historiques. Rien qu'à Marseille, 17 associations étaient recensées à la fin de l'année 2005. Si l'on évalue le nombre de producteurs agricoles concernés, leur part était très faible, soit 59 maraîchers en 2005, à comparer aux 15 000 exploitants agricoles professionnels enregistrés dans la région, lors du recensement agricole général de 2000. La question de la généralisation du modèle alternatif de relation de proximité et de solidarité agriculteurs/consommateurs était donc très loin d'être d'actualité à la fin de l'année 2005.

D'un point de vue géographique, la répartition des AMAP en PACA est très révélatrice : les Bouches-du-Rhône et le Var sont largement dominants, avec respectivement 34 et 23 associations. Dans le premier cas, le rôle majeur de Marseille est à souligner. Dans le second cas, il faut mentionner le rôle fondateur du département du Var et de la figure emblématique de Daniel Vuillon, installé dans la petite commune d'Ollioules. Le phénomène AMAP était en 2005 localisé principalement dans un triangle Marseille, Aix-en-Provence, Toulon. Les consommateurs étaient alors majoritairement marseillais et la plus grande concentration de producteurs se rencontrait dans la vallée de l'Huveaune entre Marseille et Aubagne.

Entre 2001 et 2005, on est donc passé de la création de la première AMAP à un système localisé intégrant près de 80 associations dans le cadre de la même organi-

sation structurante : Alliance Provence. Cependant des contestations de plus en plus fortes ont émergé au fil des ans ; contestations qui ont déclenché une véritable crise de croissance entre 2005 et 2007, mettant en péril les fondements du système. Cette crise multiforme est d'abord liée à des conflits interpersonnels au sein du groupe. Dans le rapport d'activité de 2007⁴, le constat est fait sans ambages : « *Comment expliquer tant de divergences entre des personnes, qui à l'origine partagent peu ou prou les mêmes valeurs ? Le désaccord entre les différentes parties a pris une dimension telle qu'Alliance Provence a subi bien malgré lui, une requête judiciaire, mettant au grand jour les conflits internes.* » Dans la pratique ces divergences s'appuient sur toute une série de problèmes bien précis.

La défense du concept d'AMAP est au cœur du débat interne, avec l'émergence d'associations utilisant le terme (qui est la propriété intellectuelle d'Alliance Provence depuis 2003), sans offrir aux consommateurs de garantie sur le respect des principes fondamentaux. Le développement de ces associations périphériques, qui surfent sur l'engouement des paniers et sur l'ampleur des demandes non satisfaites, est très problématique. Cela crée des tensions internes et nuit à la crédibilité du système auprès des organismes institutionnels, en particulier du Conseil régional. Le renchérissement des prix des paniers est également jugé très dommageable, rendant l'accès quasi impossible aux ménages des classes moyennes inférieures ou populaires.

La question de l'adoption de la certification AB en agriculture biologique est celle qui soulève le plus de problèmes. En 2001, Daniel Vuillon l'affirmait : « *La manière de produire en AMAP est bien plus drastique que les normes qu'impose le label AB. Il ne nous est donc pas nécessaire de l'utiliser. Mais à tout moment les adhérents peuvent l'exiger. Généralement, ils ne le font pas,*

4. <http://allianceprovence.org>

parce qu'ils savent bien que leur contrôle direct vaut toutes les étiquettes du monde. » La relation ambiguë, trop longtemps entretenue avec la certification en agriculture biologique, va pourtant devenir un obstacle au bon développement du mouvement. En 2006 la Délégation générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) découvre lors d'un contrôle, qu'un exploitant installé en AMAP utilise des produits chimiques de synthèse. L'affaire provoque un profond malaise et conduit nombre d'Amapiens à exiger la conversion officielle en agriculture biologique. La dissension est totale au sein d'Alliance Provence entre les partisans du label AB et ses détracteurs. Ces derniers soulignent la dimension citoyenne de la qualité alimentaire de la production en AMAP. Ils prônent un nouveau système d'évaluation de la qualité alimentaire, indépendant des organismes certificateurs reconnus par le ministère de l'Agriculture. Se pose également la question des semences anciennes qui ne sont pas reconnues par les catalogues officiels du label AB. La diversité des légumes, en particulier des variétés de tomates rares est en effet une des marques de fabrique de nombreux maraîchers en AMAP.

Autre sujet de débat au sein d'Alliance Provence, le mécontentement de certains Amapiens, qui comprennent mal les difficultés de certains exploitants et qui s'estiment lésés. La qualité et la variété des produits, ainsi que la question de l'exclusivité commerciale sont au cœur de problème. L'exemple de Jérôme C., maraîcher dans la proche banlieue aixoise, illustre bien les tensions qui peuvent apparaître entre un maraîcher et ses clients. Ce dernier est devenu la cible d'un collectif issu d'une association située dans le 8^e arrondissement marseillais, l'AMAP *Bagatelle les Petits Pois*. Ce collectif a lancé une polémique sur internet pour déplorer les supposés piètres services du maraîcher : « *Paniers gonflés artificiellement de courgettes géantes*

remplies d'eaux invendables sur un marché » ; « *manque de diversité des fruits et légumes avec cinq salades vertes la même semaine* ». Plus fondamentalement, le fait que Jérôme C. ne soit pas exclusivement en AMAP pose un problème éthique aux Amapiens. *Quid* de la solidarité entre les membres de l'association, quand le producteur installe sur son exploitation une activité ludique de ramassage de fruits et une boutique ouverte à tout public... Les responsables d'Alliance Provence ont pris la mesure du problème, avec l'intervention auprès du maraîcher de la responsable de l'antenne des AMAP marseillaises et de l'agriculteur référent chargé d'évaluer les exploitations. Finalement le conflit s'est réglé par la dénonciation des contrats et par le choix d'un autre maraîcher pour l'AMAP *Bagatelle les Petits Pois*.

En raison de ces différents problèmes, on assiste alors à la multiplication de structures parallèles. Certaines d'entre-elles font du mode de production biologique un fondement plus important que l'exigence de solidarité envers une exploitation agricole de proximité. À Marseille, la montée en puissance de l'association les *Paniers Marseillais*, qui met au centre de son action les préceptes de « *l'agroécologie* », illustre parfaitement cette dynamique. Monique Diano qui est une des figures des AMAP à Marseille, quitte Alliance Provence en 2007 pour fonder les *Paniers Marseillais*. Le succès de cette nouvelle association est rapide, mais l'esprit des premières AMAP est bien loin. Elle incarne une approche plus pragmatique et moins politisée, apte à satisfaire les nouveaux venus. Du point de vue territorial, les exploitations choisies sont moins strictement localisées dans les espaces urbains et périurbains proches. Parallèlement les logiques de solidarité font progressivement place à des échanges plus professionnels axés sur la qualité objective des produits via la certification AB.

Enfin la démission du président fondateur et emblématique d'Alliance Provence,

Daniel Vuillon traduit l'ampleur de la crise qui secoue le SYAL. Bien qu'étant encore recensé comme producteur en AMAP sur le site de l'association, ce dernier dirige depuis 2007, son propre réseau : le Centre de ressource pour l'essaimage des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne en France (CREAMAP France). Celui-ci doit jouer le rôle de véritable promoteur du mouvement, car « depuis 2005, Alliance Provence n'a plus de producteurs essayeurs, elle a perdu sa substance et les AMAP qui se créent sans cette dynamique socio professionnelle ont souvent des problèmes de viabilité ».

Le dépassement de cette crise interne met en lumière de nouveaux consensus nécessaires à la pérennité du système.

2007-2010 De nouveaux consensus vers l'autoreproduction

Cette autoreproduction du système se traduit d'abord par sa consolidation du point de vue territorial. Examinons d'abord ce point avant d'explicitier la question de l'émergence de nouveaux consensus. Il est important de préciser que l'ancrage local du système AMAP-PACA ne se borne pas à des relations centre-périphérie entre des « consomm'acteurs » intra-urbains et des producteurs périurbains. La construction territoriale est autrement plus complexe. Elle fait intervenir les relations interpersonnelles entre les acteurs qui interagissent en réseau au sein d'un espace urbain de vaste dimension.

À l'échelle départementale, on peut observer une cristallisation du système autour des trois départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse. Cela correspond à un vaste espace métropolisé, défini par l'INSEE dans sa classification en aires urbaines, comme une partie de l'espace urbain dit du « Grand Delta méditerranéen ». Il part du centre métropolitain marseillais, puis englobe les agglomérations de Toulon

et d'Avignon par coalescence de vastes espaces périurbains. Dans la littérature géographique, ce Grand Delta méditerranéen est un des éléments du continuum urbain qualifié « d'Arc latin de Barcelone à Gênes », identifié dès les années 1980. (Ferrier, 1983). L'importance relative de ces trois départements, déjà explicitée dans le *tableau 2* datant de 2005, se trouve confirmée en 2007.

Tableau 2. Nombre d'AMAP affiliées au réseau Alliance Provence au 31 décembre 2007

Départements	Nombre d'AMAP
83	32
13	56
06	17
04	4
05	4
84	7
Total	120

Sources : rapport d'activité 2007, Alliance Provence

On constate que malgré la crise qui a secoué les AMAP entre 2005 et 2007, les nouvelles associations ont continué à se développer à un rythme élevé. On est passé de 3 320 paniers en 2005 à 4 800 paniers en 2007, soit environ 15 000 consommateurs. Le système continue à prendre de l'ampleur, en générant un chiffre d'affaires de 4,6 millions d'euros en 2007, pour un total de 120 AMAP contre seulement 79 en 2005.

À l'échelle de l'agglomération marseillaise, l'ancrage territorial du système peut s'analyser différemment. Autant pour les associations de « consomm'acteurs » que pour les maraîchers, on peut individualiser des configurations spatiales qui fonctionnent sur la base du regroupement territorial propre aux systèmes productifs locaux. Le bassin d'Aubagne est un exemple caractéristique de ces sous-systèmes locaux. Il s'agit de la partie sud orientale de l'agglomération marseillaise, matérialisée par la vallée de l'Huveaune. Dans ce bassin, la concentration de maraîchers déjà observée en 2005, s'est renforcée avec désormais une

Tableau 3. Le territoire des maraîchers qui approvisionnent les AMAP marseillaises

Commune du maraîcher	Département	Distance en km	Durée du trajet en mn	Nombre d'AMAP	Appartenance à l'aire urbaine	Appartenance à l'espace urbain
Roquevaire	13	24	23	1	Marseille	GDM*
Eguilles	13	33	28	1	Marseille	GDM
Salon-de-Provence	13	53	35	2	Salon-de-Provence	GDM
Pertuis	84	51	36	1	Pertuis	GDM
Lambesc	13	50	38	1	Marseille	GDM
Mallemort	13	70	43	1	Commune multipolarisée	GDM
Cadenet	84	58	46	1	Commune multipolarisée	GDM
Mollégès	13	79	50	1	Commune multipolarisée	GDM
Vaugines	84	67	53	1	Hors métropole	Hors métropole
Robion	84	81	54	1	Cavaillon	GDM
Rognonas	13	97	60	3	Avignon	GDM
Pernes-Les-Fontaines	84	97	68	2	Avignon	GDM
Jonquières-Saint-Vincent	30	116	76	1	Commune multipolarisée	GDM

Note : *Grand Delta méditerranéen

Source : Sites internet Alliance Provence en 2010, Mappy et INSEE

douzaine de producteurs affiliés à Alliance Provence. Ces agriculteurs fournissent non seulement les AMAP locales, notamment celles du centre ville de Marseille, mais aussi des territoires plus éloignés, situés à plusieurs dizaines de kilomètres. La ville d'Aubagne, membre du réseau *Terres en villes* qui fédère les initiatives dans le domaine de l'agriculture urbaine, consolide sa place au sein du SYAL.

Récemment, elle a mis en place la marque territoriale les *Jardins du Pays d'Aubagne*, marque qui fait la promotion des circuits courts de commercialisation, tout particulièrement des AMAP (Riberi, 2009). Une deuxième concentration locale de maraîchers s'est constituée progressivement dans la partie nord du département des Bouches-du-Rhône et la partie sud du département du Vaucluse (tableau 3). Comprenant notamment des maraîchers des communes de Rognonas, Lambesc, Cadenet, Mallemort, Robion, Pertuis, Mollégès, ces producteurs sont situés sur

l'axe de développement urbain Aix-en-Provence/Avignon. Ce secteur a longtemps été une terre de production légumière et fruitière aux confins du Comtat Venaissin. Ces exploitations maraîchères sont aujourd'hui confrontées aux mêmes difficultés que leurs homologues du sud de la Provence.

Le tableau 3 qui analyse le territoire des maraîchers qui approvisionnent les AMAP marseillaises, montre parfaitement la place de l'agriculture urbaine au sein du SYAL. Une seule commune, Vaugines, est située hors métropole par l'INSEE, c'est-à-dire dans l'espace rural. Toutes les autres sont situées dans des aires urbaines ou sont polarisées par plusieurs aires urbaines (communes dites multipolarisées). On remarque d'ailleurs que les AMAP marseillaises s'approvisionnent désormais préférentiellement aux confins de la plaine du Comtat entre Vaucluse et Bouches-du-Rhône. La relation de proximité entre un

consommateur et son producteur doit s'appréhender à l'échelle de l'ensemble de l'espace urbain dit du Grand Delta méditerranéen. Ainsi la diffusion des AMAP, observée à partir de 2005, ne doit pas être interprétée comme une dilution du phénomène SYAL, mais comme une induration du système avec l'émergence de sous-systèmes locaux. Certes la distance moyenne entre une AMAP marseillaise et son producteur est de 72 kilomètres pour une durée moyenne de trajet de 49 minutes. Le producteur vient livrer à Marseille une seule fois par semaine ses paniers, ce qui limite ses déplacements. La distance n'est pas rédhibitoire au point d'empêcher les Amapiens de venir de temps en temps faire une visite à leur maraîcher à la ferme. Cette durée de trajet doit être confrontée à la durée moyenne, tout à fait comparable, des déplacements domicile-travail pour les périurbains marseillais.

Les nouveaux consensus qui sont apparus au cours de la période 2007-2010 permettent de comprendre pourquoi le SYAL AMAP-PACA est parvenu à se développer et à s'étendre, malgré les problèmes que nous avons énumérés. Tout d'abord, le départ d'une minorité des membres d'Alliance Provence, ceux qui ne se reconnaissaient plus dans les principes fondateurs, a été un facteur de stabilisation. C'est le cas en particulier des promoteurs des *Paniers Marseillais*.

Concernant Alliance Provence aujourd'hui, nous allons revenir en détail sur ces trois points qui fondent selon nous le système agroalimentaire localisé :

- les relations de proximité entre les différents acteurs qui sont à l'origine de l'ancrage territorial du réseau ;
- l'émergence d'un nouveau système autonome de la qualité alimentaire indépendant des circuits officiels ;
- le renforcement de la solidarité entre les membres du système grâce au développement d'une gouvernance spécifique, qui se traduit par un renforcement des institutions du SYAL.

Bien que le principe de l'exclusivité commerciale fasse encore l'objet de débats au sein d'Alliance Provence, il s'avère que la relation de confiance et de proximité entre les Amapiens et le maraîcher s'appuie fortement sur celle-ci. Ce principe n'est certes pas inscrit dans la charte d'Alliance Provence, mais il est souvent implicite dans les AMAP provençales. La plupart des maraîchers du système AMAP-PACA se sont spécialisés dans l'approvisionnement des « consomm'acteurs ». Dans la pratique, cela se traduit par une livraison hebdomadaire vers plusieurs AMAP. Le mode de fonctionnement le plus fréquent s'appuie sur deux AMAP : une association éloignée, souvent marseillaise et une structure locale dans la commune du maraîcher. C'est le cas par exemple de Jérôme Laplane qui 8^e arrondissement de Marseille, mais aussi l'AMAP *Croque Vert* de Roquevaire située à 24 kilomètres de la grande métropole, lieu d'implantation de son exploitation. Certains maraîchers approvisionnent même trois, voire quatre AMAP. Citons l'exemple de Béatrice et Georges Gomis qui sont les fournisseurs de quatre AMAP. L'ancrage territorial du système est lié aux relations complexes qui s'établissent entre les différents acteurs. Le maraîcher est aussi en contact avec d'autres producteurs lors des commissions agricoles organisées régulièrement par Alliance Provence. Il s'instaure dans ces commissions de véritables formes de coopération pour faire face aux exigences spécifiques de la production en AMAP : gestion du calendrier pour assurer une grande diversité hebdomadaire de fruits et de légumes ; problèmes complexes de la composition des paniers en hiver ; fixation du prix du panier ; gestion délicate des relations avec la clientèle... Alliance Provence multiplie les collaborations avec des structures interprofessionnelles locales, comme *Agribio Var* (association qui aide les agriculteurs varois à se convertir en agriculture biologique), afin de renforcer les liens entre les producteurs. Un kit d'installation pour les

maraischers en AMAP a été mis au point durant l'année 2009.

On peut aussi évoquer des relations de concurrence. Les exigences particulières des Amapiens peuvent discréditer certains maraischers qui n'ont pas bien saisi le fonctionnement du réseau. L'information circule très vite entre les différents acteurs, producteurs et consommateurs, lors des nombreuses fêtes d'AMAP, des fêtes d'antennes locales, voire de l'Université d'été organisée par Alliance Provence depuis 2007. Ainsi les prestations des maraischers et les prix des paniers sont passés au crible par les « consom'acteurs » lors de ces événements et sur les nombreux sites et forums dédiés aux AMAP. Ces exigences relèvent moins de la libre concurrence, car on est *a priori* lié par un contrat avec son maraischer, que du respect des grands principes de la charte. La dimension éthique est tout aussi importante que la question de la valeur marchande de la production. Il y a d'ailleurs une commission éthique d'Alliance Provence, qui se réunit plusieurs fois par an.

L'enquête menée en 2009 (Riberi, 2009) dans le bassin d'Aubagne a également permis d'apprécier l'évolution des représentations des consommateurs depuis l'analyse qui avait été faite dans l'AMAP de Bonneveine en 2005. On pouvait légitimement craindre que le message central de solidarité, de proximité et de qualité des produits, soit de moins en moins compris avec l'augmentation très sensible du nombre d'Amapiens. Certes des comportements plus consommateurs ont été relevés, mais l'intérêt pour l'originalité de la production en AMAP persiste dans les réponses que font les consommateurs interrogés⁵. La relation interpersonnelle avec l'agriculteur est toujours mise en avant, ainsi que le goût incompa-

nable des produits. Le sentiment de participer à une nouvelle forme du vivre ensemble apparaît de façon significative. Surtout l'existence d'un label est considérée comme tout à fait secondaire pour les consommateurs amapiens interrogés. Le fait que l'agriculteur ait adhéré à la marque *les Jardins du Pays d'Aubagne* ou qu'il soit officiellement sous label AB importe peu. Les enquêtés affirment, pour 82 % d'entre eux, qu'ils continueraient à se fournir auprès de leur maraischer, même si ce dernier n'avait aucun label ou signe officiel de qualité. Il s'agit très probablement du résultat le plus significatif de l'enquête. Il est très encourageant pour Alliance Provence, qui a récemment décidé de mettre en place un système de garantie participatif des AMAP.

Cette idée qui consiste à mettre en place un véritable agrément de la production en AMAP a été lancée lors de l'Université d'été d'Alliance Provence en juillet 2007. Les règles de fonctionnement de cette démarche d'évaluation de la production sont en cours de définition. Cette logique qui se veut citoyenne, est aujourd'hui mise en avant avec l'aide de plusieurs organisations historiques de l'agriculture biologique dont « Nature et Progrès ». Depuis 2005, la grande diffusion du label AB dans les circuits de grande distribution semble donner raison aux réfractaires à la certification officielle. Revendiquer le label Agriculture Biologique a-t-il encore du sens pour les Amapiens, alors que la majorité des géants de l'agroalimentaire, *Unilever* en tête, ont massivement investi dans cette filière bio ? L'émergence d'un pôle citoyen de la qualité alimentaire est une réponse alternative intéressante (Pouzenc, Pilleboue, 2007). D'après le rapport d'Orientation 2008 d'Alliance Provence, l'agrément s'appuierait sur l'évaluation de l'écart entre les pratiques agricoles observées et la charte (en cours de réécriture). L'interdiction des produits chimiques de synthèse est réaffirmée. Le mode de production revendiqué s'inspire toujours de l'agriculture biologique. Un suivi technique

5. Riberi dans le cadre de son stage au CETA d'Aubagne a fait une enquête sous la forme de questionnaires envoyés à un panel de 107 consommateurs (48 réponses) se fournissant auprès des douze maraischers du bassin d'Aubagne. Le panel choisi inclut l'AMAP de Bonneveine (9 réponses).

et un contrat d'objectif accompagneraient l'agrément du producteur. L'évaluation concernerait aussi l'association et ses membres, ce qui démontre bien que les valeurs que souhaitent défendre les « consomm'acteurs » sont jugées indissociables du système productif lui-même. D'après le rapport 2008 : « *Les AMAP se situent dans le champ de l'éducation populaire. Elles sont des lieux de sensibilisation, d'échanges et d'actions citoyennes.* »

L'enjeu représenté par cette évaluation participative est de première importance. La crédibilité de tout le système en dépend. La principale difficulté consiste à se différencier des contrôles formels et officiels, tout en offrant le plus de garanties possibles aux consommateurs. La notion même d'évaluation est révélatrice du refus d'afficher toute logique de sanctions. La dimension participative fait directement écho au modèle constitué par la certification participative, dite NESO, mise en place par « Nature et Progrès » depuis quelques années. Par participation on entend ici l'intervention bénévole des consommateurs dans le processus d'évaluation. L'acronyme NESO signifie littéralement naturel, énergie, social et origine. Ces quatre thèmes sont utilisés pour définir des critères qualitatifs et quantitatifs, afin de compléter la certification AB jugée insuffisante. Les Amapiens ont repris la grille d'évaluation NESO, en ajoutant des points spécifiques : le respect du contrat avec les « consomm'acteurs », l'implication dans la vie locale notamment en termes d'emploi, l'autonomie décisionnelle de l'exploitation. Insistons surtout sur la logique de démarche participative. Une équipe de visiteurs doit se rendre tous les deux ans chez un maraîcher livrant une AMAP. Cette équipe est mixte, c'est-à-dire constituée d'un producteur référent et de consommateurs qui participent par volontariat à l'évaluation. Les évaluateurs remplissent une fiche de synthèse et envisagent les améliorations possibles avec l'agriculteur visité. Cette fiche est trans-

mise à une commission mixte d'agrément, également constituée de producteurs et de consommateurs amapiens. Il est précisé que la commission est d'abord un lien de dialogues et d'échanges d'idées. Néanmoins cette commission sera amenée à retirer l'agrément si nécessaire. On mesure bien toute la complexité de la tâche. Le caractère opérationnel de cette évaluation est testé depuis le début de l'année 2010. Si un consensus est apparu au sein d'Alliance Provence pour mettre en place cette démarche vitale, tant du point de vue théorique que pratique, il n'en demeure pas moins que la question du coût d'une telle procédure ne peut être minimisée. Le recours à la certification Bio, en vue de l'obtention du label AB, est onéreuse, car elle fait appel à un organisme certificateur indépendant. Le pari des Amapiens est de rendre viable des évaluations fonctionnant sur la base du bénévolat au sein de consommateurs engagés.

Enfin, dernier point qu'il nous faut évoquer pour présenter les nouveaux consensus qui sont apparus entre 2007 et 2010 : le renforcement de la gouvernance au sein de la structure mère Alliance Provence. Cette dernière reste très largement majoritaire dans la sphère des AMAP et peut donc être toujours considérée comme le moteur du SYAL, même si coexiste une kyrielle de petites associations indépendantes. Propriétaire du terme d'AMAP, Alliance Provence a fait le choix provisoire d'une certaine tolérance pour l'emploi du terme en dehors de sa sphère, mais les poursuites judiciaires ne sont pas exclues. À partir du printemps 2007, l'embauche d'un nouveau coordinateur a relancé la dynamique collective du mouvement. Les problèmes judiciaires sont oubliés. Les initiatives sont reparties de plus belle avec la multiplication des événements, des fêtes et des foires. Du point de vue institutionnel la crise aura été utile, obligeant les cadres dirigeants à se structurer de façon plus professionnelle. La collégialité entre producteurs, consommateurs et

partenaires associés, comme *Agribio Var*, a été réaffirmée au sein du conseil d'administration. Le risque d'une gouvernance exclusivement assurée par les consommateurs (à l'image des *Paniers Marseillais*) a donc été écarté.

Conclusion

L'hypothèse initiale qui a consisté à envisager le développement des AMAP en Provence comme une forme spécifique de système agroalimentaire localisé, s'est donc avérée fructueuse. Le SYAL AMAP-PACA, depuis son émergence en 2001, à la suite de l'apparition de la contradiction systémique initiale, jusqu'à sa consolidation en 2010, s'avère porteur d'une dynamique forte. Cela se traduit par la construction d'un territoire propre, constitué de sous-systèmes localisés au sein d'un vaste tissu urbain métropolitain. Les relations de complémentarité et de concurrence qui s'établissent localement, concernent tout autant la sphère productive que le domaine de la consommation solidaire. La mise en place d'une certification autonome de la qualité alimentaire, sous la forme d'une évaluation participative citoyenne, est désormais la prochaine étape clé à franchir.

Alliance Provence fédère depuis 2009, plusieurs alliances régionales dans le cadre d'une fédération nationale : Alliance Ile-de-France, Alliance Rhône-Alpes, Alliance Midi Pyrénées, pour ne citer que les plus importantes. Pour autant, peut-on émettre l'hypothèse que ces différentes alliances sont des SYAL à l'instar du SYAL AMAP-PACA ?

Pour tester cette hypothèse, on peut ébaucher une comparaison avec le fonctionnement des AMAP en région Midi-Pyrénées. Ces AMAP ont fait l'objet d'une étude systématique (Pouzenc, Pilleboue, 2008). Elles se distinguent très sensiblement des associations équivalentes en

Provence. Trois différences principales peuvent être soulignées :

- le système est plus éclaté. Les associations de « consomm'acteurs » sont moins étroitement localisées dans l'espace métropolitain toulousain. Un quart de ces associations (23 en 2007) est même situé en milieu rural ;
- les producteurs maraîchers ne sont pas, pour la majorité d'entre-eux, situés dans une agglomération urbaine. Le fondement même des AMAP, défini par la charte d'Alliance Provence, en termes de solidarité vis-à-vis d'une agriculture urbaine de proximité se trouve ainsi remis en cause. En effet les deux tiers des maraîchers sont installés en dehors d'une aire urbaine, au-delà de la couronne périurbaine dans des communes rurales. C'est moins la distance en termes de kilomètres qui importe ici que le type d'agriculture et sa relation à la ville ;
- les relations entre les différents acteurs des AMAP sont moins étroites en termes de coopération et de concurrence. Pour le producteur surtout, la fourniture d'un panier est souvent une diversification et sa relation avec les consommateurs se fonde rarement sur le principe de l'exclusivité commerciale.

On peut donc conclure provisoirement que toute association régionale d'AMAP n'est pas pour autant intrinsèquement un système productif agroalimentaire localisé. À la différence de la grande région urbaine marseillaise, l'agglomération toulousaine entretient des relations spécifiques avec des territoires encore très ruraux, rendant pour l'instant problématique l'émergence d'une construction territoriale du type SYAL. Une piste prometteuse serait de mettre en place une comparaison plus ambitieuse avec les AMAP d'Île-de-France et de la région lyonnaise afin d'évaluer leur dimension SYAL. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alcaix S. (2007). *Les circuits courts de distribution comme facteur de pérennisation des exploitations agricoles péri-urbaines*. Mémoire de M1 Villes et Territoires, Consales J.-N. (dir.), Aix-en-Provence, 22 juin, 156 p.
- Ascher F. (1995). *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris, Odile Jacob, 345 p.
- Auriac F. (1983). *Système économique et espace*. Paris, Economica, p. 45-74.
- Choay F. (1994). Le règne de l'urbain et la mort de la ville. In « *La Ville, art et architecture en Europe 1870-1993* », Paris, éd. Georges Pompidou, 467 p.
- Consales J.-N. (2005). *Les jardins familiaux : Marseille, Gênes, Barcelone, trois formes d'agriculture urbaine en devenir*. Aix-en-Provence, Thèse de doctorat, 467 p.
- Ferrier J.-P. (1983). *Leçons du territoire, nouvelle géographie de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Aix-en-Provence, Edisud, 295 p.
- Lamine C. (2008). *Les AMAP un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* Paris, Yves Michel, 163 p.
- Muchnik J., Sautier D. (1998). *Systèmes agroalimentaires localisés*. Montpellier, Cirad.
- Muchnik J., Sanz-Cañada J., Torres Salcido G. (2008). Systèmes agroalimentaires localisés, état des recherches et perspectives. Paris, *Cahiers agricultures*, vol. 17, n°6, p. 513-519.
- Nickerson C. (1997). Community-supported agriculture: A risk-reducing strategy for organic vegetable farmers. *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 79, n°5, p. 17-29.
- Pouzenc M., Pilleboue J. (2007). Diversification des modèles de qualité territorialisée des produits agroalimentaires. Aix-en-Provence, *Méditerranée*, n°109, p. 31-41.
- Pouzenc M. Pilleboue (2008). *Les relations de proximité agriculteurs-consommateurs : pointe de vente collectifs et AMAP en Midi-Pyrénées*. Toulouse, Étude dans le cadre du programme AMAP-PVC, ENTAV, avril, 176 p.
- Riberi M. (2009). *La marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne » : quel avenir ?* Consales J.-N. (dir.), Aix-en-Provence, Mémoire de M2 COGEST, juin, 126 p.